

**BOUDY Marcelin**  
22 nov. 1900, Saint-Lazare  
2<sup>e</sup> classe, 439<sup>e</sup> Pionniers

Né au village de Lage. Marié à Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze), le 24 avril 1924, avec Noémie Laumond. Indiqué au FS 172 (Doullens, Somme) en décembre 1940. Veuf ou divorcé, il se remaria tardivement, le 10 septembre 1980, dans sa localité d'adoption, avec Yveline Dubos. Décédé à Brive le 21 août 1985. (liste off. n° 50 ; état civil naiss.)

**BOUDY Paul**  
14 fév. 1914, Aubas  
Maréchal des logis-chef, 112<sup>e</sup> RALH

Appelé au service militaire à Bourges en 1936, il était agriculteur et encore célibataire lors de son rappel dans la cavalerie. Affecté aux transmissions de son unité, Boudy fut signalé avec une erreur de grade et d'unité au FS 172 (Doullens, Somme) en décembre 1940. Resté captif près de cinq ans, il travailla dans une usine allemande de farines, assura des livraisons et se fit des compléments pécuniaires pendant les dimanches.

Marié et père d'un garçon après la guerre, l'ancien captif décéda le 22 juillet 1992. Son petit-fils est devenu enseignant. Désormais, directeur de collège au Bugue, il continue d'animer l'association occitane *Lo Bornat dau Peiregòrd* (voir Marcel Fournier et Pierre Miremont). Un homonyme du captif prénommé Pierre, né le 16 février 1913 dans la même commune, brigadier au 146<sup>e</sup> RALH, avait été signalé prisonnier de guerre, sans indication de camp, à l'été 1940. (liste off. P.G. n° 9 ; entr. avec Olivier Boudy ; notice préalable élargie in Gillot et al., *Los Embarbelats*)

**BOUDY Pierre**  
16 fév. 1915, Aubas  
Brigadier, 146<sup>e</sup> RALH

Plusieurs variantes concernant son année de naissance suivant les sources (1913, 1915, 1916). Camp non indiqué en août 1940. Revenu du Stal. VII A (Moosburg, Bavière) au printemps 1945. Après-guerre, célibataire, habitait Montignac. Décédé le 22 juillet 1992

à Brive-la-Gaillarde (Corrèze). (liste off. n° 9 ; fichier PG Dordogne, bristol n° 10.545)

**BOUDY Robert, Jean**  
24 mai 1910, Terrasson  
2<sup>e</sup> classe, 7<sup>e</sup> RIC

Ouvrier ébéniste-menuisier, il avait été conscrit au 1<sup>er</sup> groupe d'ouvriers de l'aéronautique. Rappelé dans une unité coloniale, celle-ci fit reddition à Moreuil (Somme) le 9 juin 1940. Noté au Stal. XVII B (Gneixendorf, Autr.), Kom. 177, Boudy fut destinataire de colis d'une coopérative d'achats non dénommée jusqu'en avril 1943. Ayant, lui aussi, émigré en région parisienne avant-guerre, rapatrié de son camp le 11 mai 1945 et démobilisé, un mois plus tard, ce fut à Versailles (Seine-et-Oise). (ADD, fichier OCP ; ADD, 2 R 1.280, matr. 1.560)

**BOUET Albert**  
15 mars 1907, Savignac-du-Bugue  
2<sup>e</sup> classe, 49<sup>e</sup> Train hippomobile

Agriculteur toute sa vie. Marié depuis 1930 avec Reine, dite Henriette, Bouet. Seulement dit natif de « Savignac », sans mention de département, lorsqu'il fut répertorié au Stal. II A (Neubrandenburg, Meckl.) en décembre 1940. Soigné en hôpital à son retour, le 16 mai 1945. Décédé le 23 février 1987, sans indication de lieu. Probable frère ou parent de captifs homonymes à suivre. (liste off. n° 58 ; fichier PG Dordogne ; infos de Georges Labrousse ; infos de Serge Bouet, petit-neveu de l'intér.)



**BOUET Georges, Henri, Louis** ●  
9 mai 1900,  
Angoisse  
Lieutenant, 612<sup>e</sup>  
Pionniers

Sa famille paternelle était originaire du Bugue. L'un de ses membres fut le colonel d'infanterie coloniale Hippolyte Bouet (1872-11962), commandeur de la Légion d'honneur et inhumé à Domme. Pour sa part, Georges Bouet était né au village de

L'Hépital, dans une localité proche de La Nouaille, de parents tous deux dits par l'état civil comme « sans profession », propriétaires du domaine de Bellevue, ultérieurement décrits comme aisés. Il avait été la 15<sup>e</sup> des 49 naissances de la commune d'Angoisse, la même année que lui. Frère d'un garçon décédé très jeune et d'une fille, l'adolescent avait effectué ses humanités au lycée de garçons de Périgueux. Sorti bachelier en 1919, il fut dit « étudiant » quand, par proximité, l'administration militaire en fit un conscrit rattaché à la subdivision de Brive (Corrèze) et l'affecta au 108<sup>e</sup> RI, stationné à Bergerac, en 1920. Contribuaire d'un niveau d'instruction 5/5, sorti sous-lieutenant après être passé par l'école d'application militaire de Saint-Maixent (Deux-Sèvres), l'officier de réserve avait épousé, le 25 septembre 1923, à Saint-Cyr-les-Champagnes, Marcelle Géraud, de cinq ans sa cadette (voir le prisonnier Armand Géraud). Devenu le père de deux filles, Paulette (1927-1981) et Renée (1928), négociant en châtaignes et noix, promu lieutenant de réserve, l'entrepreneur était devenu le maire radical-socialiste de La Nouaille après les élections municipales du printemps 1935. Deux ans après, c'est le siège de conseiller de l'arrondissement de Nontron qui lui avait échoué. Mobilisé à la déclaration de guerre, notre protagoniste n'a pas été retrouvé sur les listes officielles des prisonniers. Mais son cas est des plus intéressants car il s'assimile quelque peu à celui de Georges Gerbeaud (voir ce nom), à Mussidan. Outre la qualité d'évadé que lui prêtent encore, longtemps après, divers témoignages, la situation de Bouet comporte des informations contradictoires ou lacunaires pour qui vient à consulter diverses autres archives administratives et militaires. Mentionné sans prénom sur un document préfectoral de 1942, le captif aurait été libéré, cette année-là, en sa qualité de maire alors, qu'une fois encore, son registre-matricule n'indique pas sa qualité de détenu. Plus tard, un rapport des renseignements généraux départementaux de novembre 1965 décrit l'élu comme « très aisé et très intègre » mais le même dossier contient un document « Police

nationale, État français » portant la date de 1942, faisant de Bouet un « membre du conseil départemental [qui] a toujours combattu les communistes [et] a de très nombreuses amitiés dans sa commune » avec, cette fois-ci, la mention « Est prisonnier ». Quant à sa fiche à l'association départementale des anciens PG, elle ne mentionne pas sa date de retour de captivité alors que le rapport des RG de 1965 indique sa capture, sans mention de lieu, en juin 1940 et son rapatriement à la date du 19 avril 1945. Le document de même source daté de 1942 prête à Bouet, comme à d'autres anciens captifs (voir Paul Bousquet, devenu « Demorny » au maquis AS puis aux FTP), la qualité de membre de la section LFC de sa commune et ajoute même sa désignation par le préfet de Vichy, au titre de membre du conseil départemental, un organisme de confiance qui remplaçait le conseil général élu avant-guerre. Entre novembre 1944 et novembre 1947, un maire provisoire issu du « comité local de libération » (Henri Bitterlé, 1880, Vincennes, Seine) puis un maire élu (le communiste Jean Vignaud), dirigèrent la commune de La Nouaille. Quoique les élections municipales de 1945 – les premières à admettre les femmes comme électrices et éligibles – se soient déroulées les 29 avril et 13 mai 1945, Bouet n'avait pas été candidat à sa succession, estimant anormal, selon sa seconde fille, « que le scrutin se déroulat avant que tous les prisonniers fussent rentrés » mais il obtint quand même un grand nombre de voix. Son petit-fils indique qu'il retrouva, inopinément, à Périgueux, sa Traction avant, « empruntée par les FTP, sagement garée dans le centre-ville ». Lors du scrutin municipal de 1947, sous l'étiquette de « républicain indépendant », mais déjà soutenu par la SFIO, il retrouva son siège pour non moins de trente ans. Au début de 1948, l'ancien captif fut mis en cause par des affiches anonymes dites émaner d'un « groupe d'anciens de la Résistance ». D'après une enquête de police, il s'était agi d'écrits de l'ancien président « Front national » (lui aussi communiste) du CLL, le représentant de commerce francilien Georges Vagneux (1897, Levallois-Perret, Seine), AC gazé de 14-18, déjà lié à Berthe

Roubinet (1904, Saint-Martial-d'Albarède) qu'il épousa en secondes noces en 1958 après avoir, d'après son registre-matricule, « vécu en hors-la-loi » sous l'Occupation. Ainsi, le 8 novembre 1947, la femme de Bouet aurait été condamnée par le comité départemental de confiscation des profits illicites (CCPI) à rembourser aux finances publiques 707.458 francs de recettes non déclarées lors de transactions commerciales passées et à 125.000 francs d'amende « en raison d'opérations effectuées avec l'ennemi et d'infractions à la réglementation des prix ». Malgré le caractère grave de l'accusation, l'affaire n'alla pas devant le tribunal correctionnel. Par contre Bouet, indiquant, à cette occasion et à juste titre, avoir passé « cinq ans derrière les barbelés », s'engagea à verser 20.000 francs dans les caisses de la commune « si les diffamateurs en [faisaient] autant ». Clairement reconverti vers le centre-gauche modéré, alors affiché « socialiste indépendant », il devint conseiller général de La Nouaille en 1953, battant nettement le communiste Louis Meyer qui pourrait s'assimiler à un natif de 1919 à Chaumont (Haute-Marne), ancien volontaire dans les *Brigades internationales* de la guerre civile espagnole, blessé et rapatrié en mars 1938. En parallèle, l'ancien prisonnier poursuivit une réussite commerciale d'envergure faisant de lui le « premier exportateur français vendant en Allemagne, en Norvège et en Afrique du Nord » après que son épouse ait « maintenu l'entreprise pendant [sa] captivité ». Selon le même article de presse, « pendant la guerre une délégation [avait] pris en charge les intérêts de la commune » et, « en 1947, il [Bouet] fut réélu sans même avoir été candidat », devenant le réalisateur de nombre de bâtiments publics. Le 11 décembre 1987, pourvu du Mérite social, des palmes académiques et de la Légion d'honneur, l'ancien captif décéda dans sa commune d'adoption. La presse en fit largement état et Jane Lataste qui lui avait succédé au poste de maire prononça un discours empreint d'émotion dans lequel elle fit état de sa « grande finesse », son « jugement très sûr sur les choses et les hommes » comme de son « flegme

britannique, un humour que j'appréciais énormément ». Elle rendit aussi hommage à sa veuve, « une femme remarquable tant par sa discrétion que par son efficacité [qui] sut sauvegarder, voire faire prospérer (sic) l'affaire commerciale importante qu'il avait créée, tout en élevant ses enfants et préservant son foyer que Monsieur Bouet retrouva, avec la joie que l'on pense, en 1945, après cinq ans d'exil ». C'est à cette époque qu'il avait fait planter une quinzaine d'hectares de pommiers à Saint-Cyr-les-Champagnes, une production appelée à un grand développement. La fille cadette de l'ancien prisonnier épousa le médecin pneumologue Jean Touraine. Elle a été pharmacienne. De cette union naquit Michel Touraine en 1951. Ce dernier, diplômé en langues orientales, a été diplomate de 1979 à 2003. Ministre plénipotentiaire, il a tenu les fonctions de consul général à Saint-Pétersbourg, ambassadeur en Lituanie avant de terminer sa carrière au sultanat d'Oman. Désormais, il habite à Paris et demeure, à temps partiel, dans la commune familiale de Saint-Cyr-les-Champagnes. Son frère cadet François (1957) est aussi médecin pneumologue et il exerce au CHU de Limoges. (NR ; AD Corrèze, 1.540, matr. 1.334 ; ADD, 1.573 W 2 ; ADD, 1.592 W 8, dossier 72 C, dont notes RG, 2 mars 1948 et nov. 1965 ; état civil naiss. ; entr. avec Marguerite Devaud ; entr. avec Jean-Pierre Cubertafon, ancien maire de La Nouaille, actuel député ; entr. avec Patrick Lagorce et son ouvrage *Le pays de La Nouaille*, Alan Sutton, 2005 ; éloge funèbre de Georges Bouet par Jane Lataste, maire de La Nouaille en 1987, communiqué par Michel Touraine ; entr. et correspondance avec ce dernier et sa narration des souvenirs de sa mère Renée ; « Georges Bouet : ancien maire et conseiller général de La Nouaille », nécrologie in *Sud-Ouest*, Dordogne, 14 déc. 1987 ; commune de La Nouaille sur Wikipédia ; sur le CCPI de Périgueux, rech. de J.P. Laroche ; sur Armand Géraud, Paul Bousquet et Georges Gerbeaud, notices préalables in Gillot et al., *Los Embarbelats* ; sur Georges Vagneux, état civil de Levallois-Perret et AD Paris, RM, D4 R1, matr. 5.680 ; sur Lucien Vagneux, fils du précité, membre des FTP, tué par l'ennemi, le 26 juin 1944, près de Confolens, notices de Dominique Tantin et Joël Giraud in *Maitron*

et *Maitron des fusillés* ; sur le groupe FTP de l'épuration communiste violent Bernard Le Lay, rech. de Jacky Brun et son ouvrage *Un tribunal du peuple en Charente limousine*, autoédition, 2020)

### BOUET Marc

3 avr. 1904, Savignac-du-Bugue  
2<sup>e</sup> classe, 221<sup>e</sup> RALD

Agriculteur dans sa commune natale. Marié à Fleurac, en 1931, avec Henriette Lacoste, et père d'une fille. Camp non indiqué en septembre 1940 et au cours de l'automne suivant. Le 12 février 1990, il mourut à la maison de retraite du Bugue. Cousin d'Albert Bouet précité. (liste off. n° 11 ; ADD, 5 W 11, listes n° 1 et 2 ; état civil naiss. ; infos de Georges Labrousse et de Serge Bouet)

### BOUET Marcel ●★★

24 janv. 1900, Journiac  
2<sup>e</sup> classe, 458<sup>e</sup> compagnie du Train

Né au village de La Truchie dans le canton du Bugue. Aide familial agricole lors de sa conscription au vieux 34<sup>e</sup> RI, à Mont-de-Marsan. Versé au 12<sup>e</sup> escadron du Train, à Limoges, lors de la dissolution de son unité initiale. Passé ensuite aux 30<sup>e</sup> et 33<sup>e</sup> du genre. Intégré à « l'armée du Rhin », il avait été en occupation des pays rhénans allemands jusqu'en février 1922. Rappelé dans son arme. Fait prisonnier à Chalon (Saône-et-Loire) le 19 juin 1940. Libéré au titre de la *Relève* le 20 avril 1943. Sans mention marginale de mariage ni de décès. Cousin d'Albert Bouet (1898, Journiac), mobilisé en 1917, rappelé en « affectation spéciale » à la poudrerie de Bergerac le 27 septembre 1939 et démobilisé le 6 juillet 1940. Même parenté avec Marc Bouet précité. (NR ; ADD, 2 R 1.163, matr. 1.304 ; info de Serge Bouet, petit-neveu de l'intér. ; état civil naiss.)



### BOUFFARD

Alfred ●★★  
2 mai 1905,  
Mazeyrolles  
Caporal, 612<sup>e</sup>  
Pionniers

Enfant de famille nombreuse, charpentier et agriculteur, deux de ses frères aînés étaient morts à la guerre de 14-18. Après son service militaire au 50<sup>e</sup> RI, il s'était marié le 25 février 1927 avec Andrée Andrieux native de Saint-Pardoux-et-Vielvic. Sa fille était arrivée l'année même. Son fils vint au monde quatre ans après. Fait prisonnier, Bouffard fut par erreur dit natif de Belvès et signalé au Stalag V A (Ludwigsburg, Bade-Wurtemberg) par une signalisation de janvier 1941 alors que son registre-matricule – une fois encore – ne porte même pas mention de sa captivité. Affecté à des travaux dans une ferme allemande, il s'estima privilégié en constatant les mauvais traitements infligés aux prisonniers soviétiques et même polonais. Par la suite, il prit connaissance des bombardements alliés sur la ville de Stuttgart. Rapatrié sans motif connu en 1942, le captif avait eu la chance de n'avoir accompli que la moitié du temps habituellement supporté par ses compagnons d'infortune et il reprit ses activités. Par la suite, son fils lui succéda dans ses activités professionnelles. L'ancien captif décéda le 10 septembre 1973. Son épouse le suivit l'année d'après et son garçon mourut encore jeune en 1983. (liste off. P.G. n° 60 ; ADD, 2 R 1.218, matr. 110 ; listes P.G. Belvès communiquées par Marie-Jeanne Borderie ; infos et doc. de Marie-Claude Ribatet-Calès, petite-fille de l'intér. ; notice préalable in Gillot et al., *Los Embarbelats*)

### BOUFFARD Alfred

2 mai 1905, Belvès  
Caporal, 612<sup>e</sup> Pionniers

Identifié au Stal. V A (Ludwigsburg, Bade-Wurt.) à la fin de décembre 1940. (liste off. n° 60)